



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2015**

**MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE
ET DE L'ASSAINISSEMENT**

RAPPORT FINAL

**ARMP - AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS**
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal
Ce document contient 31 pages (incluant celle-ci)
Réf. NDS/DSDS/ABA/1059



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

Monsieur Saër NIANG, Directeur Général
Autorité de Régulation des Marchés Publics,

Rue Alpha Hachamiyou TALLx rue Kléber

Sénégal - Dakar

Mission de revue indépendante du processus de passation des marchés publics des autorités contractantes au titre de la gestion 2015

Monsieur le Directeur Général de l'ARMP,

En exécution de la mission de revue indépendante du processus de passation des marchés publics des autorités contractantes au titre de la gestion 2015 qui nous a été confiée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport final du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA).

Nous avons, conformément aux termes de référence de la mission, procédé à l'analyse du processus de passation et d'exécution de chaque marché sélectionné, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application puis de formuler une recommandation devant chaque cas de non-conformité relevé.

Les travaux effectués sont mentionnés au point 1.2.2 du présent rapport.

Les marchés qui ont fait l'objet de revue et de vérification s'élèvent à un montant total de XOF 14 005 184 038.

Le ratio de couverture des marchés vérifiés est de 79% soit XOF 11 093 280 217. Ce ratio représente le montant total des marchés contrôlés par nos soins, exprimé en pourcentage du total des marchés sélectionnés et soumis à vérification.

L'examen des marchés révèle les principaux cas de non-conformité ci-après :

- ✓ La Cellule de Passation des Marchés du MHA a mis à notre disposition des documents indiquant qu'il s'agit des rapports trimestriels et du rapport annuel. Toutefois, ces documents ne répondent pas au modèle type de rapports. Autrement dit, il n'est nullement mentionné sur ces documents les titres rapports trimestriels et rapport annuel ;
- ✓ Insuffisance de l'archivage des dossiers de marchés :
 - Absence de lettres d'invitation adressées aux candidats et supports de publication des marchés :
 - Sélection d'un bureau d'études pour la mise en place des délégations de service d'eau potable dans les grosses adductions en milieu rural dans les ZCO pour un montant de FCFA 73 572 199 attribué à Groupement Hydroconseils/ SAFEC ;
 - Etude de la tarification du service de l'eau potable en milieu rural pour un montant de FCFA 49 994 271 attribué au Groupement Artella/SHER/EDE ;

- Absence des documents relatifs au paiement des marchés :
 - Mobilisation d'un formateur pour le renforcement des capacités du personnel du secteur eau et assainissement sur la police de l'eau (code de l'eau, code de l'assainissement, PAGIRE et PSMR, principe du pollueur-payeur) pour un montant de 6 000 000 FCFA attribué à Monsieur Moustapha KA ;
 - Travaux de construction en béton armé de (05) abris de protection de piézomètres dans le cadre du PAGIRE-BA attribué à SENTER pour un montant de 12 501 650 FCFA.
- ✓ La situation de la vente des dossiers d'appel d'offres du Ministère n'a pas été mise à notre disposition afin de nous assurer du reversement de la part de l'ARMP ;
- ✓ Absence des lettres de rejet adressées aux candidats dont les offres n'ont pas été retenues du marché : Travaux de construction en béton armé de (05) abris de protection de piézomètres dans le cadre du PAGIRE-BA attribué à SENTER pour un montant de 12 501 650 FCFA ;
- ✓ Non précision des délais d'exécution dans les contrats des marchés : Mobilisation d'un expert pour l'analyse et l'actualisation des critères de dimensionnement du manuel des projets d'assainissement pour un montant de 12 431 778 attribué à Monsieur Sidy Bécaye DIOP ;
- ✓ Non publication des avis d'attribution définitive sur le portail officiel des marchés publics des marchés passés par le Ministère de Hydraulique et de l'Assainissement.

A notre avis, au vu des points ci-dessus, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement s'est conformé de manière assez satisfaisante aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés publics.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de nos meilleures salutations.

Fait à Dakar, le 27 décembre 2016

Ndiaga SARR
Senior Partner



SOMMAIRE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	7
1.1 Contexte	7
1.2 Objectifs de la mission	7
1.2.1 Objectifs spécifiques	7
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	9
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	11
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	11
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	11
2.1.1.1 <i>Dispositif institutionnel actuel</i>	12
2.1.2 Principes	15
2.1.2.1 <i>Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)</i>	15
2.1.2.2 <i>Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)</i>	15
2.1.3 Procédures	16
3. SYNTHESE DE LA REVUE	17
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	17
3.1.1 Présentation du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	17
3.1.2 Commission des marchés	17
3.1.3 Cellule de Passation des Marchés	18
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	18
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	18
3.1.5.1 <i>Plan de Passation des Marchés</i>	18
3.1.5.2 <i>Avis Général de Passation des Marchés</i>	18
3.1.6 Archivage des dossiers	18
3.1.7 Fichier de fournisseurs agréés	18
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	19
3.2.1 Echantillon	19
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	20
3.2.3 Marchés conclus par AOO	21
3.2.3.1 <i>Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP</i>	21
3.2.3.2 <i>Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP</i>	21
3.2.4 Marchés conclus par AOR	21
3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles	21
3.2.6 Marchés conclus par DRP ouverte	22
3.2.7 Marchés conclus par DRP restreinte	22
3.2.8 Marchés passés par Entente Directe	22

3.2.9	Avenants	22
3.2.10	Evaluation des fractionnements potentiels	22
3.2.11	Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP	23
3.3	Constats relatifs à l'exécution financière	23
3.4	Constats relatifs à l'Inspection physique	24
3.4.1	Sélection	24
3.4.2	Travaux effectués	24
3.4.3	Résultats	24
4.	SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	25
5.	SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	29
6.	STATISTIQUES DES ANOMALIES	30
7.	ANNEXE	31
7.1	Réponses de l'Autorité Contractante	31
7.2	Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante	31
7.3	Situation sur les ventes de produits d'appels d'offres par l'AC	31

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ANO	Avis de non objection
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
CR	Commission de Réception
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
DRPCO	Demande de Renseignements et de Prix à Compétition Ouverte
DRPCR	Demande de Renseignements et de Prix à Compétition Restreinte
ED	Entente Directe
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
SPPM	Société à Participation Publique Majoritaire
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- l'un sur les systèmes de gestion des finances publiques ;
- l'autre sur la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
- en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
- la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2014 (Décret N° 2014-1212 du 22 septembre 2014) ;
- et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés Publics.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.


1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, pour les marchés et AC ciblés, d'analyser le processus de passation et d'exécution, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agi principalement d'apprécier pour les marchés sélectionnés l'adéquation des procédures de passation et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les Autorités Contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion est fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;**

- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, y compris les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du CMP, notamment les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chaque marché audité, nous avons apporté un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; s'agissant des plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous avons examiné aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement sur la période considérée par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : au niveau de chaque structure dont les marchés sont sélectionnés, nous avons passé en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et avons indiqué en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur; nous avons évalué aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ✚ formuler des recommandations.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Nos services ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes dont les marchés ont été sélectionnés au titre de la gestion 2015, de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, nous avons notamment :

- ✚ analysé toute la procédure de passation des marchés ciblés (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des avis d'attribution provisoire et définitive, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc...) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner le respect des avis de la DCMP et leur conformité avec la réglementation ;
- ✚ examiné et analysé le respect de certaines dispositions essentielles du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas et motifs de résiliation, etc. ;
- ✚ établi des statistiques sur les marchés de l'AC : procéder, en particulier à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitive; (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP à compétition restreinte) ;
- ✚ analysé l'organisation en général des structures (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier; diagnostic approfondi des cellules de passation des marchés.
- ✚ fait des vérifications sur :
 - la prise en compte effective des observations de la DCMP sur les PPM publiées ;
 - l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
 - l'immatriculation des contrats ;
 - la production des cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution ;
 - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
 - la réception par les commissions habilitées des travaux et fournitures ou validation des livrables ;
 - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des établissements Publics, Agences et SPPM et sa correcte application ;
 - la qualité du personnel de la cellule de passation des marchés ;
 - la tenue effective des registres de marchés côtés et paraphés ;
 - l'application des pénalités de retard prévues.
- ✚ analysé globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même que son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;

- ✚ analysé les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans la réglementation ;
- ✚ évalué éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ formulé des recommandations pour une meilleure application du CMP et les modalités de leur mise en œuvre et un tableau de suivi ;
- ✚ procédé à un audit de matérialité (inspection physique) sur 25% en nombre des marchés faisant l'objet de revue pour chaque autorité contractante ;
- ✚ fait la situation sur les produits de vente de dossiers d'appels d'offres par l'AC au titre de la gestion 2015 et le reversement ou pas de la quote-part (50%) de l'ARMP conformément aux dispositions de l'article 37 du décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.
- ✚ assuré, en fin de mission, au personnel clé des commissions et cellules de passation des marchés des Autorités Contractantes du groupe (à raison de deux personnes par AC), une formation de 2 jours sur les bonnes pratiques en matière de passation de marchés, axée sur les dysfonctionnements majeurs relevés au cours de sa mission.

Nous avons demandé à l'autorité contractante tous les documents pouvant nous permettre de contrôler l'exhaustivité et l'exactitude des informations communiquées (états d'exécution budgétaires, balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres). Conformément aux principes d'audit, nous avons procédé également aux recoupements et confirmations d'informations de l'autorité contractante par rapport à d'autres sources telles que la DCMP, etc. ;

Pour les marchés passés par entente directe, nous avons pris les dispositions pour rapprocher les prix figurant dans le contrat à ceux pratiqués sur le marché pour nous assurer de leur caractère raisonnable ;

Pour les marchés dont l'urgence est la justification du recours au mode de passation dérogatoire (entente directe ou appel d'offres restreint), nous avons analysé le délai d'exécution pour apprécier si le motif d'urgence invoqué était valable.

Nous avons organisé une séance de restitution de notre rapport provisoire au niveau de l'autorité contractante à laquelle pouvait assister un représentant de l'ARMP et éventuellement du bailleur de fonds en cas de financement extérieur. Les observations recueillies sont prises en compte dans le rapport final.

La mission a été exécutée conformément aux normes d'audit internationalement reconnues.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2014-1212 du 22 septembre 2014) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière :

- de réalisation de travaux ;
- d'achat de fournitures ;
- d'achat de services.

Ce décret a été pris en application :

- de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
- de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;
- les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :
 - Arrêté N°00860 du 22/01/2015 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission, pris en application de l'article 114 du Code des Marchés publics ;
 - Arrêté N° N°00861 du 22/01/2015 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés publics, pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés publics ;
 - Arrêté N° 00862 du 22/01/2015 relatif aux commissions régionales et départementales des marchés publics dans les régions autres que Dakar, pris en application de l'article 36, alinéa 7 du Code des Marchés publics ;
 - Arrêté N° 00863 du 22/01/2015 Arrêté pris en application de l'article 79 du Code des Marchés publics, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par certaines communes ;

- Arrêté N°00864 22/01/2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes, pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics ;
 - Arrêté N° 00865 du 22/01/2015 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes, pris en application des articles 35 et 141 du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 00866 du 22/01/2015 pris en application de l'article 115 du code des marchés publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
 - Arrêté N°00106 du 07/01/2015 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de marché, pris en application de l'article 141 du Code des Marchés publics ;
 - Arrêté N° 00107 du 07/01/2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignement et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés Publics ;
- Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

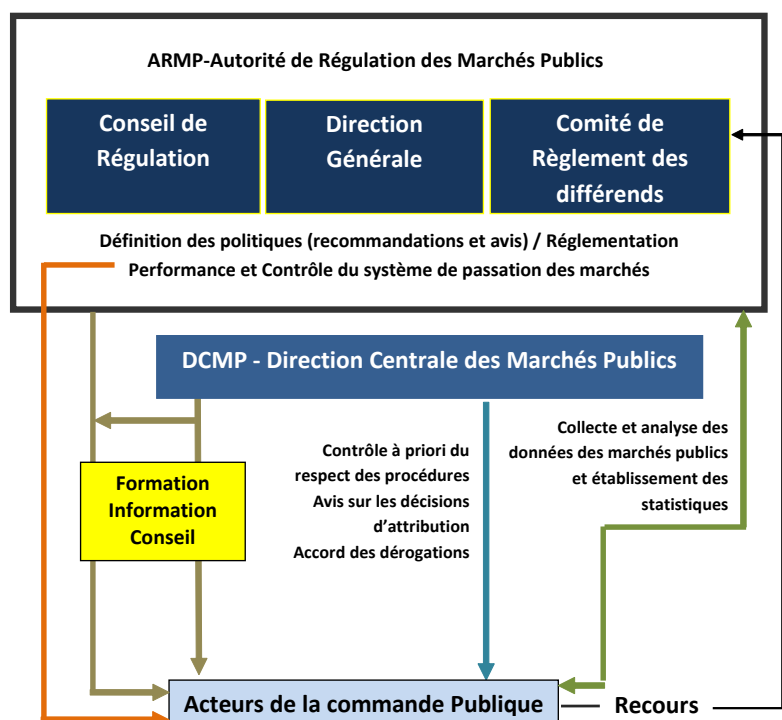
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



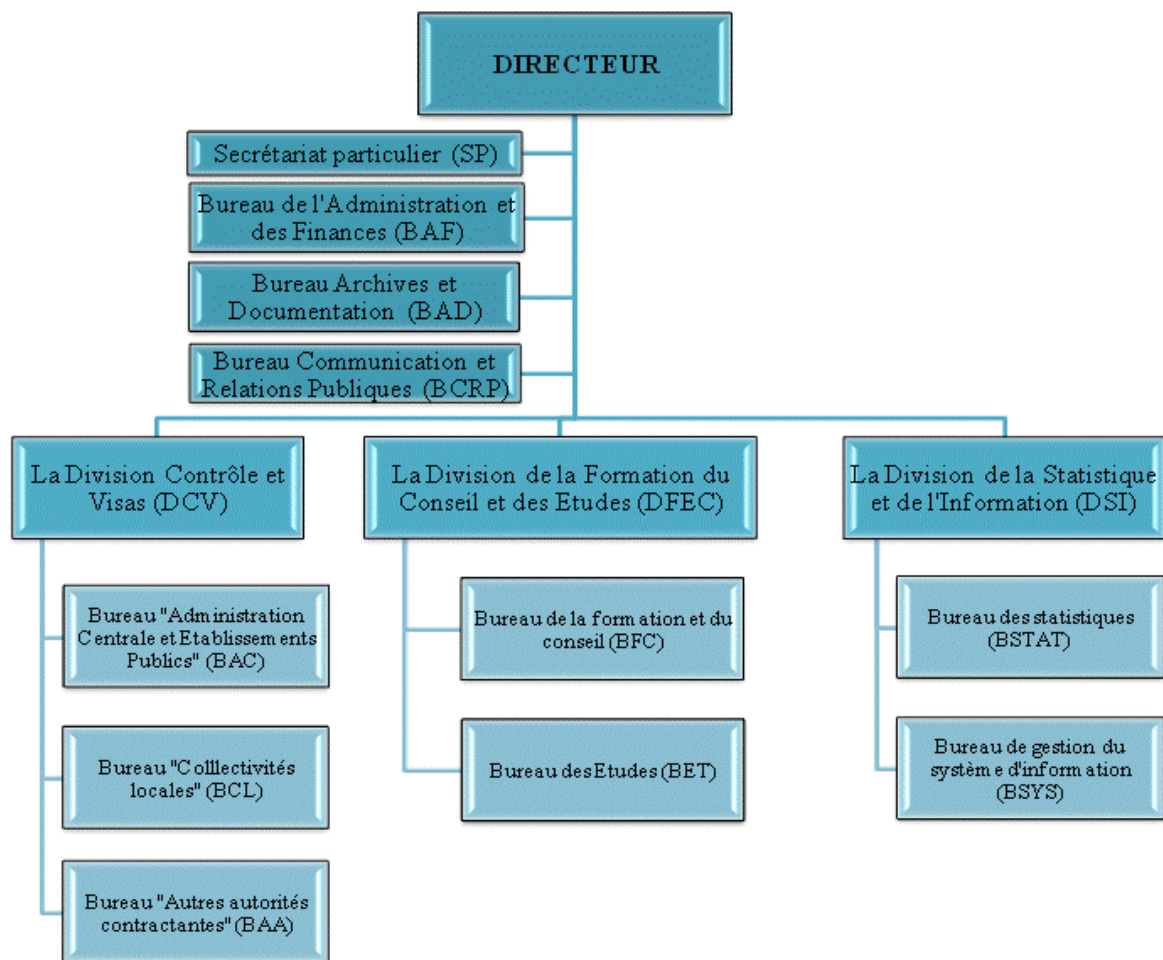
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) L'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux;
- c) Les établissements publics;
- d) Les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'État ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général;
- e) Les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) Les associations formées par des personnes visées au point a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA			
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes ayant la personnalité morale
Fournitures	50 000 000	60 000 000	60 000 000
Travaux	70 000 000	100 000 000	100 000 000
Prestations intellectuelles	50 000 000	60 000 000	60 000 000
Services	50 000 000	60 000 000	60 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) conformément aux procédures définies par arrêté du Ministre chargé de l'économie et des finances.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit cinq (05) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois, l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement

Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat dans les domaines de l'hydraulique et de l'assainissement.

Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement est responsable de l'approvisionnement en eau potable des populations en milieu rural, urbain et périurbain. Il est chargé de la réalisation, de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages hydrauliques.

Il est chargé de la définition et de l'application des politiques tarifaires en matière d'adduction d'eau potable. Il assure la tutelle de :

- la Société nationale des Eaux du Sénégal (SONES),
- la Société des Eaux (SDE)
- et de l'Office national des Forages ruraux (OFOR).

Il assure la valorisation du potentiel hydrographique national et veille à la disponibilité en eau pour la satisfaction des besoins de l'agriculture, sur l'étendue du territoire national.

Il est chargé également de la réalisation et de la préservation du réseau hydrographique national.

Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement assure la tutelle de

- l'Agence de Promotion du Réseau Hydrographique national
- et de l'Office du Lac de Guiers.

Il est responsable de la politique de l'assainissement et en synergie avec le Ministre chargé de la restructuration et de la requalification des banlieues, participe à la réalisation de réseaux de drainage des eaux de pluie et de la réalisation des aménagements y afférents.

Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement s'assure de la réalisation et de l'entretien des équipements permettant la collecte, l'évacuation et le traitement des eaux usées et pluviales. A cet effet, il assure la tutelle de l'Office national de l'Assainissement du Sénégal (ONAS).

A ce titre, il veille à la collecte, au transport et au recyclage des déchets liquides domestiques et industriels.

3.1.2 Commission des marchés

La Commission des Marchés du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement a été mise en place par arrêté N°18980 du 31 décembre 2014. Celui-ci a été remplacé par l'arrêté N°01841 du 11 février 2015 suite à une demande de la DCMP de retirer le Coordonnateur du nombre des membres de la Commission des Marchés car non conforme. L'arrêté N°01841 du 11 février 2015 corrigé a été renvoyé à la DCMP le 18 février 2015.

3.1.3 Cellule de Passation des Marchés

La cellule de Passation des Marchés du Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement a été mise en place par l'arrêté N°008866 12/06/2013 conformément à l'arrêté 00865 du 22 janvier 2015 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

La Cellule de Passation des Marchés du MHA a mis à notre disposition des documents indiquant qu'il s'agit des rapports trimestriels et du rapport annuel. Toutefois, ceux-ci ne portent pas les mentions de tels documents. Autrement dit, il n'est nullement mentionné sur ces documents rapports trimestriels et rapport annuel.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Le Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement a établi le plan de passation des marchés au titre de la gestion 2015. Aucune anomalie majeure n'a été relevée.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

Le Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement a publié dans le journal Le soleil du 12 janvier 2015 un Avis Général de Passation des Marchés au titre de la gestion 2015 conformément à l'article 06 du Code des Marchés Publics.

3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés au Ministère fait défaut. Le Classement des dossiers de marchés est assuré par les services du Ministère contrairement l'arrêté n°00865 du 22 janvier 2015 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes qui stipule que la Cellule est responsable du Classement et de l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.

3.1.7 Fichier de fournisseurs agréés

Le Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement a mis en place un fichier de fournisseurs agréés. Ce qui constitue une bonne pratique.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1 Echantillon

Les travaux d'audit ont porté sur la sélection présentée dans le tableau ci-dessous.

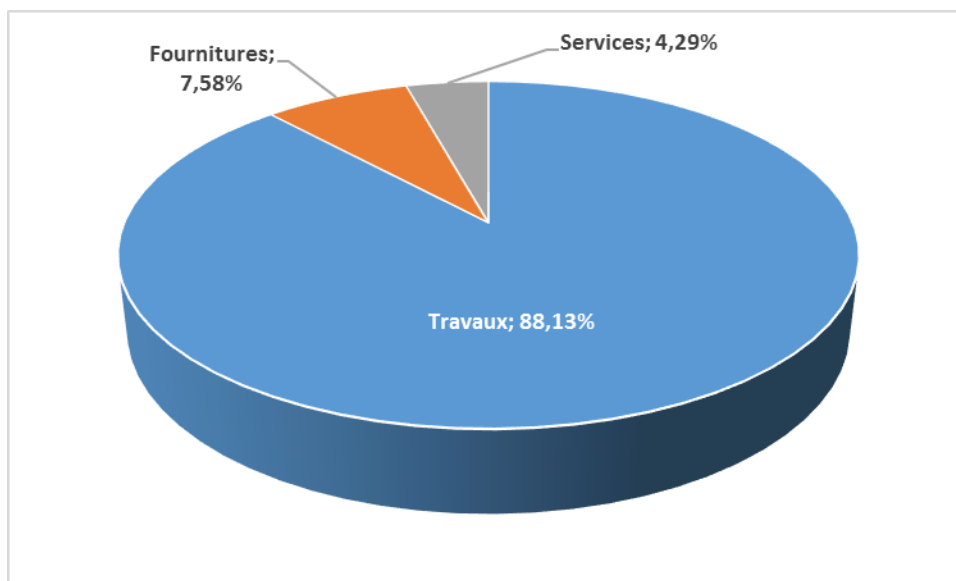
Pour rappel, la sélection des marchés examinés dans le cadre de cette mission a été faite par l'ARMP pour tous les modes de passation sauf pour celle des DRP restreintes qui a été constituée par le Cabinet sur la base de la liste des DRP restreintes obtenue de l'Autorité Contractante conformément aux termes de référence de la mission.

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés immatriculés en 2015		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	35	13 534 898 442	13	10 730 216 969	37%	79%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Demandes de Renseignements et de Prix à compétition ouverte	6	202 188 165	6	202 188 165	100%	100%
Demandes de Renseignements et de Prix Restreintes	25	268 097 431	15	160 875 083	60%	60 %
TOTAL	66	14 005 184 038	34	11 093 280 217	52%	79%

Etat des marchés financés par la Coopération luxembourgeoise

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés financés par LUXDEV		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	4	197 424 414	4	197 424 414	100%	100%
Demandes de Renseignements et de Prix Restreintes	7	67 676 820	6	53 866 820	86%	80%
TOTAL	11	265 101 234	10	251 291 234	91%	95%

La répartition de l'échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- ✚ 88,13% de marchés de travaux pour un montant de 9 776 727 688 FCFA TTC
- ✚ 7,58% de marchés de fournitures pour un montant de 840 357 805 FCFA TTC
- ✚ 4,29% de marchés de services pour un montant de 476 194 734 FCFA TTC

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité audité

Pour l'application des procédures, les seuils de passation de marchés par la procédure de l'appel d'offres ouvert sont fixés ainsi qu'il suit :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA	
Travaux	70 000 000
Services et fournitures courantes	50 000 000
Prestations intellectuelles	50 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP

La mission a examiné neuf (09) marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP. Les points ci-dessous ont été relevés :

- Réalisation en deux lots d'ouvrages d'alimentation en eau potable (station de traitement, château d'eau et réseaux AEP : LOT 2 pour un montant de **FCFA 915 473 500** attribué à SVTP :
 - Non publication de l'attribution définitive sur le portail officiel des marchés publics en violation de l'article 86 du Code des Marchés publics.

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP

Un (01) appel d'offres ouvert inférieur au seuil de revue de la DCMP a été sélectionné et examiné dans le cadre de la mission. Il s'agit du marché :

- Acquisition et pose de compteurs et de matériels de branchements particuliers attribué à l'Entreprise de Construction d'Ouvrages et de Réseaux (ECORE) pour un montant de 110 850 675 FCFA. Ce marché n'a pas fait l'objet de publication définitive sur le portail officiel des marchés publics.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Non applicable. L'échantillon ne fait pas mention d'appel d'offres restreint.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

L'examen des prestations intellectuelles passées par le Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement révèle les points suivants :

- Sélection d'un bureau d'études pour la mise en place des délégations de service d'eau potable dans les grosses adductions en milieu rural dans les ZCO pour un montant de **FCFA 73 572 199** attribué à Groupement Hydroconseils/ SAFEC :
 - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ;
 - Absence du support de publication de l'attribution provisoire ;
 - Absence de la notification à l'attributaire du marché.
- Etude de la tarification du service de l'eau potable en milieu rural pour un montant de **FCFA 49 994 271** attribué au Groupement Artella/SHER/EDE :
 - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ;
 - Absence du support de publication de l'attribution provisoire ;
 - Absence de la notification à l'attributaire du marché.

3.2.6 Marchés conclus par DRP ouverte

Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant les demandes de renseignements et de prix à compétition ouverte passées par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

3.2.7 Marchés conclus par DRP restreinte

Quinze (15) DRP à compétition restreintes ont été revues sur les 25 passées le Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement au titre de la gestion 2015. Les points ci-dessous ont été relevés :

- Mobilisation d'un formateur pour le renforcement des capacités du personnel du secteur eau et assainissement sur la police de l'eau (code de l'eau, code de l'assainissement, PAGIRE et PSMR, principe du pollueur-payeur) pour un montant de **6 000 000 FCFA** attribué à Monsieur Moustapha KA :
 - Absence des documents relatifs au paiement de la prestation.
- Mobilisation d'un expert pour l'analyse et l'actualisation des critères de dimensionnement du manuel des projets d'assainissement pour un montant de **12 431 778** attribué à Monsieur Sidy Bécaye DIOP :
 - Absence des documents relatifs au paiement de la prestation.
 - Absence de délai d'exécution dans le contrat signé.
- Travaux de construction en béton armé de (05) abris de protection de piézomètres dans le cadre du PAGIRE-BA attribué à SENTER pour un montant de 12 501 650 FCFA:
 - Absence des lettres de rejet adressées aux candidats dont les offres n'ont pas été retenues ;
 - Absence des documents relatifs au paiement du marché.

3.2.8 Marchés passés par Entente Directe

Non applicable. L'échantillon ne fait pas mention de marchés passés par entente directe.

3.2.9 Avenants

Non applicable. Il n'a pas été relevé d'avenant sur les marchés examinés.

3.2.10 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnement potentiel sur les marchés passées par le Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement.

3.2.11 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Cf. rapport de synthèse.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Les points ci-dessous ont été relevés concernant l'exécution financière des marchés passés par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement au titre de la gestion 2015 :

- Travaux de construction en béton armé de (05) abris de protection de piézomètres dans le cadre du PAGIRE-BA attribué à SENTER pour un montant de 12 501 650 FCFA:
 - Absence des documents relatifs au paiement du marché.
- Mobilisation d'un formateur pour le renforcement des capacités du personnel du secteur eau et assainissement sur la police de l'eau (code de l'eau, code de l'assainissement, PAGIRE et PSMR, principe du pollueur-payeur) pour un montant de 6 000 000 FCFA attribué à Monsieur Moustapha KA :
 - Absence des documents relatifs au paiement de la prestation.

Par ailleurs, nous n'avons pas obtenu l'état d'exécution budgétaire pour effectuer les contrôles nécessaires.

3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

3.4.1 Sélection

Les marchés ci-dessous ont été sélectionnés pour l'inspection physique :

- Acquisition de véhicules au profit du PSEA en deux lots : lot 1 attribué à CFAO Motors Sénégal pour un montant de 135 504 000 FCFA TTC ;
- Acquisition de véhicules au profit du PSEA en deux lots : lot 2 attribué à CFAO Motors Sénégal pour un montant de 68 886 000 FCFA TTC.

3.4.2 Travaux effectués

Dans le cadre de l'inspection physiques de marchés sélectionnés, nous avons procédé à des :

- Visites des travaux et ou fournitures livrées ;
- Contrôles de conformité des travaux / fournitures par rapport au contrat / devis ;
- Prises de vue.

3.4.3 Résultats

Aucune anomalie n'a été relevée sur les véhicules livrés.

4. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de l'AC
Cadre organisationnel			
1	La Cellule de Passation des Marchés du MHA a mis à notre disposition des documents indiquant qu'il s'agit des rapports trimestriels et du rapport annuel. Toutefois, ceux-ci ne portent pas les mentions de tels documents. Autrement dit, il n'est nullement mentionné sur ces documents les titres rapports trimestriels et rapport annuel .	Nous recommandons au Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement de produire les rapports trimestriels et le rapport annuel en y mentionnant clairement leur titre conformément à l'arrêté 00865 du 22 janvier 2015 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes.	<i>La CPM a corrigé pour 2016 et les titres rapports trimestriels et annuels sont désormais mentionnés. Toutefois, il faut souligner que c'est sous ce format qu'ils ont été toujours envoyés à la DCMP et la remarque ne nous a jamais été faite par cette structure. Mais comme indiqué ci-haut, la CPM a déjà pris en compte cette recommandation.</i>
2	Défaut d'archivage des dossiers de marchés du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement. Les dossiers de marchés ne sont pas centralisés au niveau au niveau de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.	Nous recommandons au Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement de classer et d'archiver l'ensemble des dossiers de marchés en vertu de l'article premier de l'arrêté N°865 du 22 janvier 2015 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes.	<i>La Cellule archive les dossiers qu'il a reçu et certains documents étaient archivés dans les directions techniques, donc elle prend acte de l'insuffisance de l'archivage et les dispositions nécessaires sont prises pour disposer d'un espace suffisant pour l'archivage de tous les dossiers de marchés publics dans les nouveaux locaux du MHA.</i>
3	La situation de la vente des dossiers d'appel d'offres du Ministère n'a pas été mise à notre disposition afin de nous assurer du reversement de la part de l'ARMP.	Nous recommandons au Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement de tenir un fichier de suivi de la vente des DAO et de procéder au reversement de la part de l'ARMP en vertu de l'article 37 du décret n° 2007-546 du 25 AVRIL 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP).	<i>Le Ministère veillera au respect strict de cette recommandation.</i>
AOO			
1	Non publication des avis d'attribution définitive sur le portail officiel des marchés publics des marchés passés par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.	Nous recommandons à la Cellule de Passation des Marchés du Ministère de publier systématiquement les avis d'attribution définitive sur le portail officiel des marchés publics conformément à l'article 86 du CMP.	<i>La Cellule prend acte.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de l'AC
Prestations intellectuelles			
	<p>Absence de la notification à l'attributaire des marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sélection d'un bureau d'études pour la mise en place des délégations de service d'eau potable dans les grosses adductions en milieu rural dans les ZCO pour un montant de FCFA 73 572 199 attribué à Groupement Hydroconseils/ SAFEC ; - Etude de la tarification du service de l'eau potable en milieu rural pour un montant de FCFA 49 994 271 attribué au Groupement Artella/SHER/EDE 	<p>Nous recommandons au Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement de notifier l'attribution des marchés par écrit et de procéder au classement de la copie déchargée.</p>	<p><i>Les marchés portant Délégation de service d'eau potable et Etude tarifaire, le classement et l'archivage se font au niveau de la CPM de l'Office des Forages Ruraux.</i></p>
	<p>Absence de lettres d'invitation adressées aux candidats des marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sélection d'un bureau d'études pour la mise en place des délégations de service d'eau potable dans les grosses adductions en milieu rural dans les ZCO pour un montant de FCFA 73 572 199 attribué à Groupement Hydroconseils/ SAFEC ; - Etude de la tarification du service de l'eau potable en milieu rural pour un montant de FCFA 49 994 271 attribué au Groupement Artella/SHER/EDE 	<p>Nous recommandons au Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement de saisir les candidats aux marchés de prestations intellectuelles par écrit (lettres d'invitation) et de procéder leur classement.</p>	<p><i>Relativement à ces deux marchés, le classement et l'archivage se font au niveau de la CPM de l'Office des Forages Ruraux.</i></p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de l'AC
	<p>Absence des supports de publication de l'attribution provisoire des marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sélection d'un bureau d'études pour la mise en place des délégations de service d'eau potable dans les grosses adductions en milieu rural dans les ZCO pour un montant de FCFA 73 572 199 attribué à Groupement Hydroconseils/ SAFEC ; - Etude de la tarification du service de l'eau potable en milieu rural pour un montant de FCFA 49 994 271 attribué au Groupement Artella/SHER/EDE. 	<p>Nous recommandons au Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement de publier l'attribution provisoire des marchés dans un journal à large diffusion conformément à l'article 84 du CMP.</p>	<p><i>Ces Avis d'attribution provisoires sont publiés et archivés par la CPM de l'OFOR.</i></p>
DRP Restreintes			
1	<p>Absence des lettres de rejet adressées aux candidats dont les offres n'ont pas été retenues du marché : Travaux de construction en béton armé de (05) abris de protection de piézomètres dans le cadre du PAGIRE-BA attribué à SENTER pour un montant de 12 501 650 FCFA.</p>	<p>Nous recommandons au Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement d'adresser des lettres de rejet aux candidats dont les offres n'ont pas été retenues en vertu de l'arrêté 00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demandes de renseignements et de prix en application de l'article 78 du CMP.</p>	<p><i>Le Ministère prend acte</i></p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de l'AC
2	<p>Absence des documents relatifs au paiement des marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation d'un formateur pour le renforcement des capacités du personnel du secteur eau et assainissement sur la police de l'eau (code de l'eau, code de l'assainissement, PAGIRE et PSMR, principe du pollueur-payeur) pour un montant de 6 000 000 FCFA attribué à Monsieur Moustapha KA ; - Travaux de construction en béton armé de (05) abris de protection de piézomètres dans le cadre du PAGIRE-BA attribué à SENTER pour un montant de 12 501 650 FCFA. 	<p>Nous recommandons au Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement de classer et d'archiver l'ensemble des pièces des marchés passés conformément au Manuel de Classement validé par l'ARMP.</p>	<p><i>Au moment de l'audit, tous les documents de paiement relatifs aux marchés financés par le Grand Duché de Luxembourg étaient envoyés à la Cour des Comptes qui procédait à un autre audit. De nouveau disponibles, ils vous seront transmis dans les plus brefs délais.</i></p>
3	<p>Non précision des délais d'exécution dans les contrats des marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation d'un expert pour l'analyse et l'actualisation des critères de dimensionnement du manuel des projets d'assainissement pour un montant de 12 431 778 attribué à Monsieur Sidy Bécaye DIOP. 	<p>Nous recommandons au Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement de prévoir dans les contrats les délais d'exécution des marchés en vertu du principe d'efficacité qui régit les marchés publics.</p>	<p><i>Le Ministère prend acte.</i></p>

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Le Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement a fait l'objet de revue diligente par l'ARMP au titre de la gestion 2013. Le niveau d'application des recommandations antérieures est présenté ci-après :

Recommandations antérieures	Niveau d'application
Le MHA doit veiller à déposer la liste des membres de la CM et de la CPM au plus tard le 5 janvier de l'exercice	Partiellement appliquée
Il ne doit exister au sein du MHA qu'une seule CM avec des membres des différentes directions pour les marchés les concernant	Appliquée
A la suite de chaque audit annuel, le MHA doit élaborer un plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations afin de capitaliser sur les non-conformités	Non appliquée
En plus de la coupure de presse, il faut classer copie de : - La facture proforma - La facture et le justificatif de paiement	Partiellement appliquée
Toujours réviser le PPM avant de lancer le marché après publication au niveau du portail par la DCM	Cas non rencontré
L'utilisation des dossiers types est obligatoire. La CPM doit télécharger le modèle à partir du portail des marchés publics et le mettre à la disposition des services techniques et de la CM	Appliquée
Toujours demander aux candidats de payer au niveau du trésor, de présenter la quittance au MHA en échange du DAO	Non appliquée
Le MHA doit veiller à s'acquitter régulièrement de la quote-part ARMP sur les produits des ventes des DAO	Non appliquée
- Toujours exiger la décharge de l'invitation - Exiger des invités de dater la réception de l'invitation - Transmettre simultanément les invitations aux cinq candidats invités	Partiellement appliquée
Il faut toujours indiquer dans la lettre d'invitation le mode de sélection	Appliquée
La CPM doit télécharger le formulaire de PVC d'ouverture des plis à partir du portail des marchés publics et le mettre à la disposition de la CM.	Appliquée
La séance d'ouverture des plis est une séance de constatation. Aucun candidat ne peut être éliminé à cette étape de la procédure. L'examen de la conformité de la garantie se fait à l'étape examen préliminaire de l'évaluation	Appliquée
A chaque transmission du PV d'ouverture des plis exiger une décharge	Appliquée
Toujours annexer les fiches de notation individuelles signées par les évaluateurs au rapport d'évaluation	Appliquée
Désormais publication par l'AC de l'attribution définitive dans le portail des marchés publics conformément au dernier paragraphe de l'Art.86 du décret 2014-212	Non appliquée
A la suite de chaque évaluation obligation est faite à l'AC d'informer les candidats non retenus : - Faire une lettre - Exiger accusé de réception - Classer dans le dossier	Partiellement appliquée
La CPM doit obligatoirement assurer le contrôle qualité des dossiers de passation de marchés y compris les DRP	Partiellement appliquée
Les chefs de projets ou PRM doivent obligatoirement mettre ces rapports à la disposition de la CPM pour classement	Non appliquée
L'ARMP doit voir avec le MEFP les dispositions à prendre pour que copies des paiements soient transmises à la CPM pour classement dans le dossier du marché	Non appliquée

Recommandations antérieures	Niveau d'application
Recrutement d'un archiviste-documentaliste pour prendre en charge ce travail dédié à une profession bien précise. Il ressort de l'entretien avec le DAGE que deux archivistes documentalistes ont été affectés au MHA. L'un d'eux est affecté à la CPM. Il est urgent : <ul style="list-style-type: none"> - Pour ce dernier de prendre effectivement service à la CPM - De l'inscrire dans le programme de formation de l'ARMP pour le former en « Classement et archivage des documents de passation de marchés » 	Appliquée
Ne plus faire d'avenant une fois le marché réceptionné provisoirement	Cas non rencontré

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Marchés / Anomalies	Appels d'offres ouverts	Appels d'offres restreints	DRP Ouvertes	DRP Restreintes	Entente Directe	Total	Statistiques des anomalies
Non publication des avis d'attribution définitive sur le portail officiel des marchés publics	13	-	-	-	-	13	100%
Absence de la notification à l'attributaire des marchés	2	-	-	-	-	20	20%
Absence de lettres d'invitation adressées aux candidats des marchés	2	-	-	-	-	6	33,33%
Absence de support de publication de l'attribution provisoire	2	-	-	-	-	13	15%
Absence de lettres de rejet adressées aux candidats dont les offres n'ont pas été retenues	-	-	-	1	-	15	6%
Absence des documents de paiement	-	-	-	2	-	15	12%
Non précision des délais d'exécution dans les contrats des marchés	-	-	-	1	-	15	6%

7. ANNEXE

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

Cf tableau « Synthèse des non conformités et recommandations ».

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

Cf tableau « Synthèse des non conformités et recommandations ».

7.3 Situation sur les ventes de produits d'appels d'offres par l'AC

La situation de la vente des Dossiers d'Appel d'Offres n'a pas été mise à notre disposition pour nous assurer du reversement de la quote-part ARMP.